

VII — L'ACTION EN FAVEUR DE LA JEUNESSE

La jeunesse, qui constitue la force sociale la plus importante, représente également un formidable potentiel de changement et de progrès.

C'est en effet sur la jeunesse que reposent, pour une part non négligeable, la continuité de la Révolution et l'édification du socialisme.

La jeunesse algérienne ne peut se hisser à la hauteur des responsabilités qui l'attendent qu'à condition de bien se pénétrer de la grandeur des tâches à accomplir et d'être préparée, dans le cadre de nos valeurs nationales, à recevoir, de façon responsable, le flambeau des mains de ceux qui l'ont précédée.

Cette préparation des jeunes à leurs responsabilités sociales nécessite un déploiement d'efforts coordonnés et convergents en matière de santé, d'éducation, de formation, de mobilisation politique, d'organisation de loisirs et d'animation culturelle et sportive.

Si la génération de Novembre 1954 a libéré le pays et jeté les bases du socialisme, elle doit pouvoir trouver dans la nouvelle génération ceux qui peuvent, avec fidélité, prendre en charge les acquis et comprendre leur portée historique.

Consciente de l'importance de cet enjeu, qui dans une large mesure, conditionne le développement du pays et commande l'avenir de sa Révolution, la direction politique a, depuis l'indépendance, consacré la priorité à certains secteurs touchant la jeunesse. C'est le cas, en particulier de l'éducation, de l'enseignement et de la formation qui ont connu, et connaissent toujours, une croissance considérable et où se réalise, progressivement, une réforme radicale dans le but d'édifier un véritable système d'éducation et de formation complet, coordonné, et ouvert. La formation générale et la formation professionnelle s'y complètent mutuellement ; chaque jeune bénéficiera successivement de l'une et de l'autre pour être préparé convenablement à ses responsabilités de citoyen conscient et de travailleur efficace.

Dans ce domaine, la formidable évolution quantitative enregistrée en matière d'éducation et de formation, depuis l'indépendance jusqu'à ce jour, est la meilleure expression illustrant l'attention soutenue et la priorité constante dont a bénéficié le secteur de la jeunesse. En outre, il y a lieu de souligner à cet égard, les efforts consentis pour rendre l'ensemble éducatif adapté à la dynamique de progrès économique et social, en conformité avec la marche de la Révolution elle-même et pour répondre aux besoins induits par l'essor du secteur de la formation professionnelle, prenant en charge des vagues croissantes de jeunes aspirant à la formation et à la qualification.

Le service national constitue un autre acquis de la jeunesse puisqu'il participe à sa formation dans les différents domaines, militaire, culturel et professionnel, et œuvre pour développer ses sentiments nationalistes et sa prise de conscience en ce qui concerne l'ampleur de la responsabilité qui l'attend pour servir la Révolution et participer à l'édification nationale.

Par ailleurs, avec la montée des problèmes sociaux, due essentiellement à la dynamique du développement et aux mutations sociales que connaît le pays, le nombre d'enfants et de jeunes, en danger moral, ou sur la voie de la délinquance, augmente. Dans ce domaine, également, des efforts importants sont à déployer pour assurer la protection et la réinsertion sociale des personnes concernées et éviter que ne s'accélère un dangereux processus de marginalisation.

Une politique globale, cohérente et harmonieuse de la jeunesse doit prendre appui sur les stratégies sectorielles déjà définies en matière d'éducation et d'enseignement, de formation, de santé et de protection sociale, de culture et de loisirs. Compte tenu de l'ampleur des efforts à fournir et des lacunes à combler, cette politique ne peut être appliquée que progressivement ; elle sera insérée dans les futurs plans nationaux de développement qui doivent prendre en compte l'aspect global de toutes les actions envisagées dans ce domaine et leur nécessaire coordination.

Les institutions éducatives, au sens large du terme, doivent constituer l'axe central de développement d'une politique intégrée de la jeunesse ; les écoles, lycées, universités, centres de formation, foyers de jeunes sont des pôles d'intégration privilégiés pour les actions entreprises afin de les rendre plus efficaces. Autour de ces établissements, doivent graviter les autres activités, telles l'animation culturelle, les sports, les loisirs, les échanges, l'organisation et la mobilisation politique, conçus comme compléments indispensables à l'enseignement et à la formation dans la perspective d'une éducation globale.

La jeunesse intellectuelle, plus particulièrement, ne doit pas se couper des masses dont elle est issue.

Il ne faut pas que les jeunes cadres oublient ce que la Révolution a fait pour eux. Il faut qu'ils sachent qu'ils sont tenus, en conséquence, de travailler dans les projets nationaux en tant que fils de la Révolution. A cet égard, le service civil constitue un des moyens appropriés permettant à la jeunesse algérienne d'apporter sa contribution à la résolution des problèmes qui se posent au pays.

L'application de cette politique doit permettre d'assurer une vaste mobilisation des jeunes, dans le cadre de leur organisation, pour qu'ils participent à la réussite d'une entreprise dont ils sont les premiers bénéficiaires. En effet, une politique de la jeunesse ne prend sa véritable signification et toutes ses dimensions que si elle est faite avec eux et mise en œuvre avec leur participation. Celle-ci est, au demeurant, indispensable pour garantir le succès des mesures envisagées, notamment en matière d'animation culturelle et sportive, de volontariat, ou bien pour des tâches culturelles ou de réalisations concrètes, qui nécessitent un engagement militant et enthousiaste des jeunes.

Ce travail de mobilisation en direction des jeunes, pour avoir des assises saines et solides et assurer sa propre continuité, doit nécessairement toucher les adolescents et les enfants à travers une relance